



Casse sociale, pressions sur les salaires, fermetures de lits dans l'hôpital public... en dépit de la crise économique et sanitaire, le gouvernement continue sa destruction des services publics et de notre système social.

Le plan de relance de 100 milliards d'euros, annoncé en grande pompe, ne s'adresse qu'aux entreprises, qui pourront notamment bénéficier d'une **exonération d'impôts de production à hauteur de 10 milliards d'euros par an et cela sans aucune condition ni contrepartie.**

A contrario, les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires des minima sociaux sont soumis à des contrôles toujours plus sévères.

Or, pour nos organisations, la crise sanitaire, économique et sociale appelle des changements radicaux.

**Il faut une rupture profonde en matière salariale.** Dans le public comme dans le privé, le travail doit être reconnu à la hauteur de sa valeur, des richesses qu'il crée, des services rendus pour l'intérêt général.

**Il faut un changement radical en matière d'emploi.** La crise qui plonge dans le chômage des centaines de milliers de nos concitoyen-nes, et qui frappe d'abord les précaires et en particulier les jeunes, illustre une nouvelle fois combien il est dangereux et rétrograde de favoriser la précarité de l'emploi.

**Notre pays, ses habitant-es, ont besoin de stabilité,** de sécurité de l'emploi, de capacité à se projeter vers l'avenir dans la sérénité. Nos organisations exigent des créations d'emplois dans le public comme dans le privé. Nous demandons en outre l'arrêt des plans de suppressions d'emploi dans les groupes ayant reçu massivement de l'argent public.

Ce n'est pas d'un énième plan de relance dont nous avons besoin mais d'un plan de rupture avec les politiques qui ont contribué à nous conduire à la situation actuelle.

L'urgence sociale impose de préserver **notre modèle social** et les services publics qui lui sont adossés. **La crise sanitaire a démontré combien ces derniers sont essentiels** pour garantir à toutes et tous l'accès aux droits sociaux et aux soins.

Nos organisations exigent que les masques, devenus obligatoires dans les lieux d'étude et les entreprises, soient fournis gratuitement à l'ensemble de la population.

Pour toutes ces raisons, Nos organisations appellent l'ensemble du monde du travail à se mettre massivement en grève et à participer à la

**Manifestation le Jeudi 17 Septembre à 10h00  
Place Masséna à Nice.**